

LES ÉCHOS
DU SJEM



Salon JEUNESSE
Emploi Mobilité

UN SUCCÈS PLEIN DE PROMESSES



GRAND THÉÂTRE
22-23-24 MAI

Grand succès de la deuxième édition du Salon Jeunesse, Emploi et Mobilité au terme, ce mercredi 24 mai 2023, de trois jours d'affluence des jeunes au Grand Théâtre de Dakar. Ouvert le lundi par le Premier ministre, M. Amadou BA, le Salon avait connu dès l'entame une ruée des jeunes venus saisir les différentes opportunités présentées en termes d'orientation métier, de recrutement, d'entrepreneuriat et financement, de migration et mobilité internationale, voire de conseils en confiance en soi, personal branding, fidélisation client, etc.



DANS CE NUMÉRO



CÉRÉMONIE DE CLOTURE



ENTRETIENS AVEC :

- ABDOULAYE DIATTA, SG DE L'ANPEJ
- ABDOURAHMANE IDALY KAMARA, RESPONSABLE EXECUTION PME-GIZ



AUTOUR DES PANELS

- NUMERIQUE ET EMPLOIS
- JEUNES ET CRENEAU AGRICOLE
- MIGRANTS DE RETOUR



MASTER CLASSES



EN COULISSES



NOS PARTENAIRES



CÉRÉMONIE DE CLOTURE
LA BELLE RÉUSSITE PERMET D'ENTREVOIR
UNE 3^{ÈME} ÉDITION EN 2024



La deuxième édition du Salon Jeunesse, Emploi, Mobilité a pris fin ce mercredi **24 mai 2023**. Pendant trois jours, des milliers de jeunes se sont inscrits aux différentes activités, notamment aux panels sur la problématique de l'emploi et de la migration, aux masters classes, à la formation autour des compétences légères (Soft Skills). Ils ont été orientés dans leur quête par des d'entreprises mobilisées à travers les différents espaces, mais aussi auprès des partenaires au développement.

Procédant à la clôture officielle de l'événement, le Directeur général de l'**ANPEJ**, **TAMSIR FAYE** a remercié le **Premier Ministre, M. Amadou BA** pour avoir présidé la cérémonie d'ouverture du Salon, mais aussi le Ministre de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi, **M. Pape Malick NDOUR**, pour sa disponibilité et son soutien permanent, sans omettre les organismes publics et privés qui ont participer à l'animation du Salon. **M. FAYE** a décerné une mention spéciale aux partenaires, particulièrement à la **GIZ** pour l'ensemble de ses actions pour la jeunesse du pays.

Selon **Birame Faye**, cette édition du Salon est un succès. Le défi, a-t-il dit, c'est de faire en sorte de l'organiser chaque année. A son avis, la belle mobilisation constatée à l'occasion doit être une source de motivation supplémentaire pour l'**ANPEJ** de continuer à travailler à accompagner davantage les jeunes dans la quête de l'emploi.

Il a invité la jeunesse à être persévérante et résiliente et à ne jamais croire que la réussite tombe du ciel. «Tous les exemples de réussite, sont le fruit de sacrifices. Je vous appelle à la mobilisation, à croire en vous parce que la réussite est au bout de l'effort. L'Etat du Sénégal fait des efforts pour accompagner les jeunes, il faut aller vers les dispositifs qu'il a

mis en place pour pouvoir bénéficier de leur accompagnement», a-t-il lancé aux jeunes.

Le Directeur général de l'**ANPEJ** a également remercié l'ambassadeur d'Allemagne au Sénégal, l'Office Français pour l'immigration et l'intégration (**OFII**) pour le soutien et actions concernant des jeunes immigrés sénégalais de retour. Il a félicité les directions au ministère de tutelle et les équipes de l'**ANPEJ** qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite dans l'organisation du Salon.

Pour **M. Abdourahmane Idaly KAMARA**, Responsable Exécution **PME-GIZ**, le succès de cette édition impose un challenge qui est de faire encore mieux et de placer la barre encore plus haut. Il a salué le leadership de l'**ANPEJ** qui a relevé le défi. «Nous espérons que ces salons seront comme les escaliers de Sisyphe et que nous allons continuer à monter les marches pour aller encore plus haut à chaque édition», a-t-il déclaré.

Émile BAKHOUM, Directeur du Service de gestion des étudiants sénégalais à l'étranger, basé à Paris, a salué l'**ANPEJ** pour cette pertinente initiative. «Vous nous avez inspirés après avoir visité les stands. L'idée est venue d'organiser à Paris un salon qui va permettre aux étudiants d'être convaincus qu'on peut faire un retour réussi, car beaucoup de Sénégalais l'ont fait, les jeunes ont besoin d'être rassurés parce qu'ils appréhendent beaucoup le retour. Il faut aussi mobiliser les entreprises pour qu'elles puissent dire aux jeunes : "voilà les opportunités qu'offre votre pays, après vos études, vous avez votre place au Sénégal"», a laissé entendre **M. BAKHOUM**.

L'**ANPEJ** et ses partenaires ont pris date pour l'année prochaine avec une troisième édition du Salon.





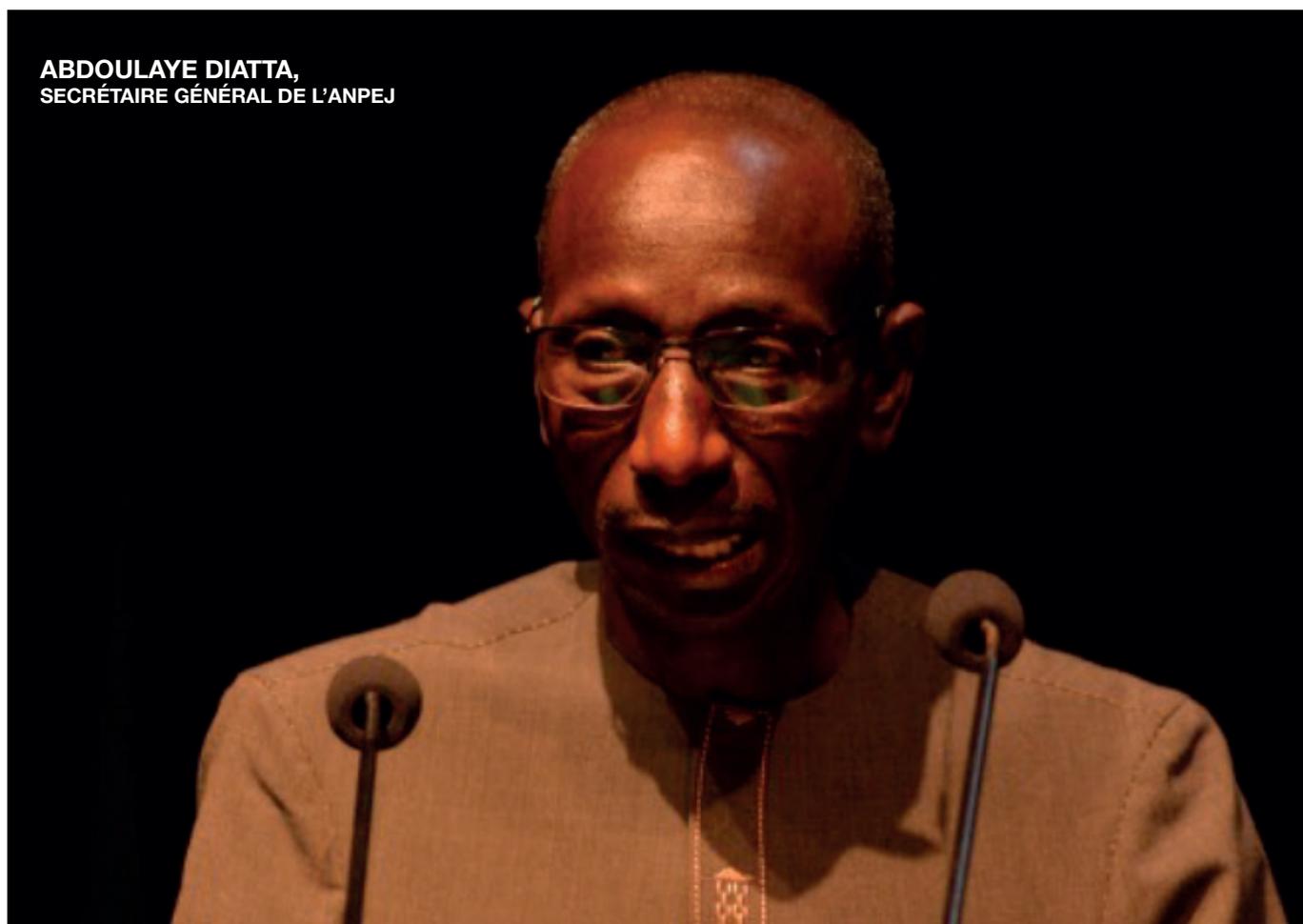
ABDOULAYE DIATTA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ANPEJ

« L'adhésion massive des jeunes, un indicateur de pertinence du Salon »

Le Salon Jeunesse, Emploi, Mobilité se tient quatre ans après la première édition. Quels sont les enjeux ?

Le Salon Jeunesse, Emploi, Mobilité est organisé par l'**ANPEJ** en partenariat avec le Gouvernement fédéral d'Allemagne, à travers la **GIZ**, pour relever les défis liés à l'emploi et à la migration. Il a pour objectif d'offrir aux jeunes une perspective holistique d'insertion socioéconomique et professionnelle, de stimuler l'engagement

citoyen via l'entrepreneuriat et de renforcer leur autonomie. Au-delà de l'information, ce Salon va les aider à disposer de plus de formation, d'un stage, d'un emploi de façon concrète, mais aussi de bénéficier de rencontres pertinentes avec des chefs d'entreprises, des directeurs de ressources humaines, et de faire une simulation d'entretien d'embauche. Tout cela va contribuer à leur donner beaucoup plus de connaissances de l'enjeu, de la perspective qui s'offre à eux...



Panels et Master class ont été organisés. Est-ce que la jeunesse était au rendez-vous ?

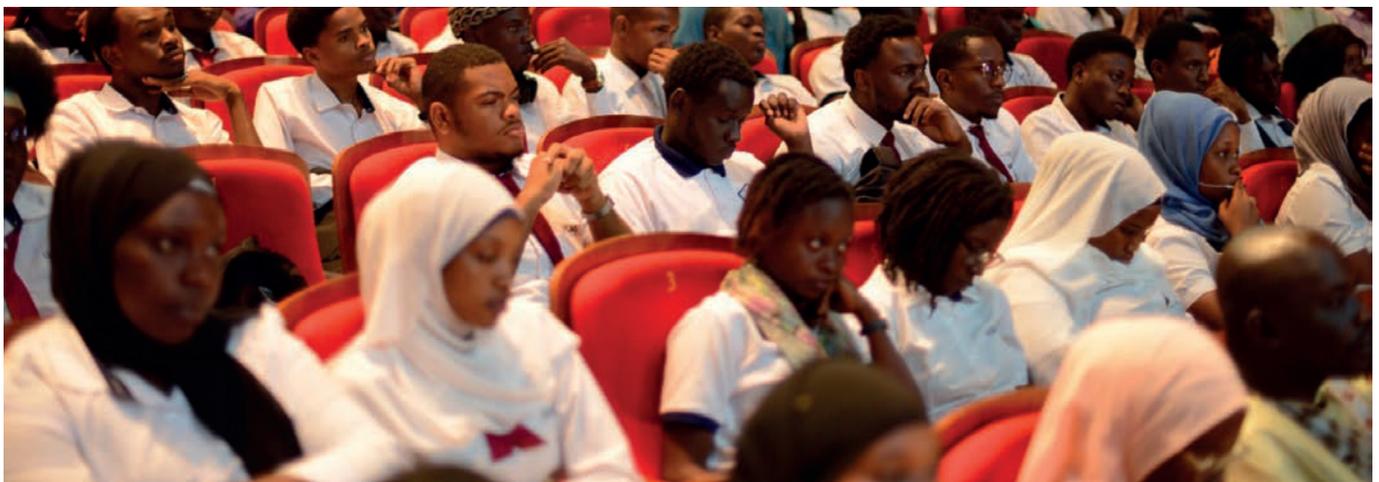
Lors de la cérémonie d'ouverture, le Grand Théâtre a refusé du monde et c'était tous des jeunes. Nous avons tenu des panels. Le problème que nous avons rencontré, c'est que nous avons prévu des salles pour **100 personnes** et nous nous sommes retrouvés avec **plus de 400 demandes** ; ce qui nous a obligés de nous rabattre sur l'auditorium. C'est dire que les salles ne pouvaient pas contenir tous les jeunes qui étaient inscrits. Tout cela est un indicateur de pertinence et d'adhésion des jeunes au niveau de ce Salon.

Est-ce que la participation était à la hauteur des attentes ?

Je pense que nous avons eu la plus haute autorité de ce pays, Son Excellence le président **Macky SALL**, représenté par le Premier Ministre, Amadou BA qui a présidé la cérémonie d'ouverture, l'Ambassadeur d'Allemagne, le président de l'Association mondiale des services publics d'emplois qui **regroupe plus de 100 pays**, la Délégation québécoise et d'autres partenaires. Nous avons même refusé du monde, parce que des entreprises voulaient exposer, mais n'ont pas eu de place. Nous avons eu les jeunes,

l'association des présidents de ressources humaines et également tout l'écosystème entrepreneurial aussi bien de l'Etat, du privé, que des organisations parapubliques, de la société civile intéressées par la question et qui apportent de l'expérience, de la connaissance, du savoir pour nous permettre de mieux structurer la perspective. Toutes les cibles que nous avons fléchées au départ ont répondu présent. C'est un motif de satisfaction, d'engagement, de compréhension de l'enjeu de la problématique de l'emploi des jeunes.

La problématique de l'emploi est conjoncturelle mais aussi structurelle. Nous avons voulu la réponse à trois niveaux. La première, c'est sur l'agriculture qui, si on déploie sa chaîne de valeur, peut nous permettre d'absorber énormément de jeunes. Nous avons aussi le numérique, le digital qui est un outil d'accélérateur de qualité et qui est transversal sur l'ensemble des corps de métier et, enfin, le pétrole et le gaz qui a permis d'apporter des idées et réflexions stratégiques. Cela permettra d'irriguer, avec le Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (**BOS-PSE**), un document qui va permettre de reconsidérer, de retravailler sur toute cette approche de prise en charge de la problématique de la jeunesse en termes d'employabilité pour aboutir à l'emploi.





ABDOURAHMANE IDALY KAMARA, RESPONSABLE EXECUTION PME-GIZ

« Avant le lancement du Salon, nous avons négocié plus de
300 emplois durables »



ABDOURAHMANE IDALY KAMARA,
RESPONSABLE EXECUTION PME-GIZ

Quel bilan tirez-vous de cette deuxième édition du Salon Jeunesse, Emploi, Mobilité ?

C'est un bilan très satisfaisant dans la mesure où nous avons voulu, dans un même salon, adresser à la fois les questions d'emploi des jeunes, leur mobilité, pas simplement de retour, mais aussi permettre aux jeunes qui veulent migrer de manière professionnelle, sûre et légale, de pouvoir le faire. Tout cela en tenant compte de la jeunesse de la population sénégalaise. Nous avons pu, pendant ces trois jours, mobiliser tant du point de vue politique,

stratégique mais aussi opérationnel tous les acteurs qui interviennent sur ces thématiques de jeunesse, d'emploi, d'employabilité et de migration. **Les différents espaces ont été remplis.** Les jeunes ont passé des entretiens d'embauche avec des entreprises que nous avons pris le soin de démarcher à l'avance. Il y a eu des **Master Classes** sur des compétences essentielles pour pouvoir trouver de l'emploi dans le marché sénégalais : **comment écrire son CV, bien se présenter en entretien, comment se tenir en entreprise ou comment lancer son idée entrepreneuriale.**



Les stands des différents partenaires publics et privés, de la migration ont accueilli les jeunes, leur ont donné des informations. On a constaté une forte affluence. **Chaque jour, c'est au moins 1.000 jeunes qui ont eu accès à ces services.** De la satisfaction sur cette organisation et beaucoup de remerciement à l'endroit de l'**ANPEJ**, de la Primature, du FONGIP, et de tous ces partenaires qui nous ont accompagnés dans l'élaboration, la conception, la mise en œuvre de ces activités.

Migration et mobilité. Comment la GIZ accompagne les candidats à la migration ?

La **GIZ** est active dans ce champ-là. Actuellement, on a un portefeuille assez solide en matière de migration. Nous avons le programme «**migration pour le développement**» qui est plus actif sur l'accompagnement à la réinsertion des migrants de retour, le «**programme migrants et diaspora**» qui valorise l'expertise sénégalaise que nous avons à l'extérieur, parce qu'il y a beaucoup de Sénégalais qui travaillent dans les plus grandes entreprises du monde et qui souhaiteraient revenir pour apporter leur contribution au développement du pays. Nous avons aussi un programme d'immigration Sud-Sud. Souvent, quand on parle de migration, les gens pensent souvent à l'Occident, or la première destination des Sénégalais se trouve dans le continent africain.

C'est d'abord la sous-région, la **Côte d'Ivoire**, le **Mali** et le **Maghreb**. Nous essayons, à travers nos différentes interventions, nos différents projets, de nous adresser aux Sénégalais qui veulent revenir ou partir où que ce soit dans le monde. La **GIZ** travaille de manière très rapprochée avec l'**ANPEJ**, à travers le **Centre sénégalais-allemand d'informations pour la migration (CSAEM)**, le retour et la réintégration, à fournir de l'information pour les migrants de retour à se réinsérer dans la société, que ça soit par l'emploi salarié, par l'entrepreneuriat ou la formation. Ce sont ces ensembles de services que nous offrons à ce groupe cible pour lequel nous ne ménageons aucun effort.

Quelles sont les perspectives ?

C'est déjà de faire le bilan de ce que nous avons fait. En fonction des différents espaces que nous avons, nous pourrions mesurer l'intérêt de la jeunesse pour les différentes thématiques ; que ce soit l'entrepreneuriat, la migration de retour, la migration circulaire. Il s'agit de mesurer là où l'on a eu le plus de rush, de participants, d'intérêt et pouvoir réorganiser notre intervention en fonction de cela. Nous comptons organiser un événement d'évaluation auquel l'**ANPEJ** sera invitée pour présenter les résultats de ce Salon pour lequel nous avons, avant son lancement, pu négocier plus de 300 emplois durables. C'est quelque chose qui doit être relevé et magnifié et nul doute que nous organiserons une troisième édition de ce Salon l'année prochaine.



AUTOUR DES PANELS

METIERS DU PETROLE ET DU GAZ

Les conditions pour développer cette niche d'emplois

« L'employabilité des jeunes dans les métiers du pétrole, du gaz et des énergies vertes : enjeux, opportunités et défis ». Telle était la thématique du premier panel le **23 mai 2023**, au deuxième jour du Salon Jeunesse, Emploi, Mobilité (**SJEM**), ouvert la veille, au Grand Théâtre. La session a été modérée de main de maître par le Secrétaire général de l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes **ANPEJ**, **M. Abdoulaye DIATTA**.

Premier à ouvrir les interventions des panélistes, le Directeur général de l'Institut National Pétrole et du Gaz (**INPG**), **M. Aguibou BA** a présenté les multiples opportunités d'emplois qu'offre ce secteur en perspective de l'exploitation

prochaine de ses richesses naturelles au Sénégal. La mission dévolue à l'**INPG** est du reste de former les ressources humaines locales afin de répondre aux besoins du marché en termes aussi bien d'ingénieurs que de techniciens de certains métiers du secteur. Pour ce faire, l'institut, a indiqué **M. BA**, met en œuvre différents programmes dont un spécialisé pour les études d'ingénierie (bac +5), un autre dédié à la formation de techniciens métiers en partenariat avec la firme BP.

En outre, a ajouté le Directeur général de l'**INPG**, il est proposé un renforcement de capacités en sessions de courte durée pour les personnels du secteur privé, un programme de langues,



particulièrement en anglais, car celle-ci est la plus usitée dans l'industrie du pétrole et gaz.

M. BA a aussi annoncé le projet de construction d'un centre à Diamniadio de formation pour la formation de compétences sur toute la chaîne de valeur en amont et en aval (manutention, logistique, soudure, électricité, le droit et la comptabilité corrélés au secteur, etc.).

L'un des intérêts de ces formations est de développer des compétences transversales permettant une reconversion, car le secteur du pétrole et gaz est sujet à des crises qui peuvent affecter les emplois. En somme, a-t-il avisé, même si l'INPG ne forme pas que l'élite, ses services ont des exigences assez sélectives en adéquation avec la rigueur requise dans le secteur d'activité concernée.

Cependant, ont averti l'ensemble des panélistes, il ne suffit pas à un jeune d'être nanti des diplômes appropriés pour être employé par les entreprises du pétrole et gaz. Ils ont, en effet, fait savoir aux nombreux jeunes assistants à la session que ces entreprises accordent beaucoup d'importance aux soft skills (compétences légères).

D'après **M. Fary NDAO** de la filiale Services et Commercialisation de Pétrosen, «**il est important d'améliorer son employabilité dans l'industrie du pétrole et du gaz**». L'ingénieur géologue a cité, entre autres la maîtrise de l'anglais, la rédaction correcte des

courriers emails (**mention de l'objet, du nom et du métier**) que l'on échange avec d'autres, interagir toujours de manière formelle avec les responsables d'entreprises, autrement cela peut être pris pour un manque de rigueur, la maîtrise des outils (Excel, par exemple), l'entretien d'un réseau (les aînés de sa famille, les amis, les alumni de son établissement d'études, etc.), l'usage des réseaux sociaux professionnels (LinkedIn). Les entreprises ne cherchent pas forcément des diplômés mais des gens dotés d'un savoir-faire permettant de leur apporter des réponses pratiques à leurs besoins.

Pour leur part, **Mor Ndiaye MBAYE**, Secrétaire du comité national de suivi du contenu Local, **M. Issa NDOYE** Consultant et formateur international et **M. Abdou FALL**, Expert -Formation technique et professionnelle, discutants du panel ont insisté sur la nécessité pour les différents acteurs (Etat, entreprise et structures de formations publiques et privés) de travailler en synergie sur l'identification des besoins présents et futurs des différentes compétences du secteur afin d'entreprendre les formations y relatives.

En fait, tous les intervenants, y compris **M. Joseph Médou**, Directeur général du Réseau gazier du Sénégal (RGS) ont convenu que les opportunités d'emploi dans l'industrie du pétrole et du gaz sont nombreuses.



NUMERIQUE ET EMPLOIS

Menace et opportunités d'un levier



«Le numérique, levier disruptif du monde de l'emploi : quels enjeux pour le capital humain, l'employabilité et l'insertion des jeunes ?» Libellée sous forme interrogatif, la thématique de ce deuxième panel, organisé le **23 mai 2023**, au deuxième jour du Salon, a donné lieu des réponses en termes de défis à relever afin d'en tirer le maximum de profit pour l'emploi des jeunes. Selon **M. Noureddine BENKHALIL**, Président de l'Association mondiale des services d'emploi publics (WAPES, en anglais), par ailleurs le Directeur général de l'Agence nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences du Maroc, même s'il peut être appréhendé comme une menace, **«le digital est un enjeu comme le développement durable et démographique, des défis qui constituent des opportunités de demain»**.

C'est une menace, car le numérique est préjudiciable à des emplois dans certains secteurs tels que les banques, les hôtels, etc. Cependant, le digital est une niche d'opportunités car c'est un métier et des compétences à acquérir pour son travail professionnel au quotidien, a avisé **M. BENKHALIL**. Et, a-t-il fait savoir,

des initiatives sont menées afin de multiplier les opportunités dans ce domaine. Il a ainsi cité **«la stratégie Maghreb Numérique 2030»** qui vise à **«digitaliser l'administration, accompagner les entreprises à se digitaliser, promouvoir les start-ups»**. L'officiel marocain a apporté des réponses à une autre question de **M. Alassane DIALLO** de CTIC Dakar, incubateur de TIC : **«Comment inciter les jeunes et les femmes à l'entrepreneuriat innovant et à la création d'emploi ?»**

M. DIALLO a aussi donné en exemples des initiatives de sa structure, notamment l'incubation de projets dans le domaine des TICs à travers le programme Bunt Tekki (voie de réussite). Pour sa part, **Madame Sophie DIALLO**, Directrice Générale du Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (**3FPT**), a fait savoir aux jeunes auditeurs que sa structure intervient aussi bien dans la formation que le financement des entreprises et association de femmes. Elle signale que le 3FPT accompagne certains bénéficiaires qui s'intéressent à l'art numérique, comme la broderie numérique.



AUTOUR DES PANELS

CRENEAU AGRICOLE

Jeunes et attractivité d'un secteur à enjeux importants

Le troisième panel, au deuxième jour du Salon, a porté sur «l'entrepreneuriat des jeunes dans la chaîne de valeur agricole comme levier de souveraineté alimentaire : enjeux et défis». Il a été animé par **Mme Armande LO**, Directrice générale de MandaBIO, **Mme Siny SAMBA**, fondatrice de la marque Le Lionceau, **M. Gora Ndiaye**, fondateur de l'éco-ferme Kaydara, **M. Ousmane Niébé DIOP**, Secrétaire général de l'Université du Sine Saloum, **Mme Mariétou SECK**, Responsable du programme agriculture à la Fondation Mastercard et **M. Jean-Pierre SENGHOR**, Secrétaire exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire. Ils se sont tous employés à rapporter leurs visions et expériences sur les enjeux d'insertions professionnelles par l'entrepreneuriat dans le domaine agricole corrélés aux objectifs de souveraineté alimentaire.

Les panélistes ont soulevé les différents défis comme l'environnement dans lequel les acteurs déroulent leurs activités de production et de transformation. Aujourd'hui, un acteur souhaitant se lancer dans l'agriculture et, par

extension, dans l'agroalimentaire fait face à des contraintes liées à son environnement économique, politique et juridique, mais aussi en termes d'exigences d'hygiène et de qualité. Des obstacles que les entrepreneurs doivent surmonter.

Directrice générale de MandaBIO, **Mme Armande LO** a indiqué la nécessité de maîtriser la chaîne de valeur tout en la valorisant au vu de son potentiel en termes de création d'emplois. L'importance du contrôle de la chaîne de valeur permet de sécuriser sa ressource, d'en assurer sa protection et c'est là le tout premier défi des entrepreneurs du secteur agricole, selon elle. Le financement est un autre aspect évoqué par les panélistes. C'est tout l'intérêt de l'intervention de **Mme Mariétou SECK**, Responsable du programme agriculture à la Fondation Mastercard, donc à vocation philanthropique.

D'après elle, la Fondation appuie les acteurs désirant implémenter leurs projets agricoles. Ces appuis visent à amorcer voire renforcer



la compétitivité des bénéficiaires. Une compétitivité d'abord pour le consommateur local qui en fait un enjeu stratégique dans le développement de l'agriculture.

Le renforcement des capacités est un autre besoin auquel la formation va se présenter comme une réponse. L'université du Sine Saloum et l'école ferme de Kaydara sont des initiatives destinées à apporter aux jeunes un savoir-faire leur permettant d'assurer une production répondant aux critères et besoins de leur contexte. Mais surtout, par-delà la formation, les formateurs se donnent pour mission de rendre l'agriculture attractive chez les jeunes; ce qui constitue un autre défi majeur du secteur. C'est dans cette dynamique donc que des initiatives d'incubation telle que « **Dekkal Yakkar** » (redonner espoir) sont mises en place afin de relever le défi de la formation et de l'attractivité de l'agriculture chez les jeunes. La séance s'est terminée par quelques recommandations adressées surtout

aux jeunes entrepreneurs et à ceux désireux de s'investir dans le secteur agricole. Il est indiqué que :

- l'entrepreneur agricole doit baser son activité sur la réponse à un besoin;
- la maîtrise de la chaîne de valeur est incontournable pour le développement du secteur agricole;
- pour l'entrepreneur agricole, il faut explorer la segmentation et le ciblage de son activité ;
- l'agro-écologie est une opportunité qui s'offre aux jeunes et qui s'imbrique parfaitement au contexte sénégalais;
- les investissements à long terme, notamment dans une stratégie, dans la maîtrise des techniques de production, la création de pôle de compétitivité, sont d'une importance capitale;
- l'exploitation des opportunités internes (ressources disponibles, mise en place d'incubateurs de projets) comme externes (appuis technique et financier d'organisations tierces) pour maximiser la compétitivité.



AUTOUR DES PANELS

MIGRANTS DE RETOUR

Le défi de la réinsertion économique et sociale



Le deuxième panel de la journée du **24 mai 2023** du Salon a été consacré à la problématique de « la réinsertion économique et sociale des migrants de retour : état de la question au Sénégal ».

Modéré également par **Mme Khourédia NDIAYE**, Responsable Migration et mobilité professionnelle à l'international à **ANPEJ**, la séance a enregistré la participation de plusieurs experts en la matière. Il s'agit notamment du **Commissaire Mamadou Bocar LY**, Secrétaire permanent du Comité interministériel de lutte contre l'émigration clandestine (CILEC), de **M. Amath DIOP**, Responsable Migration et Développement de la Direction générale

d'appui aux Sénégalais de l'extérieur du Ministère des affaires étrangères du Sénégal, de **Mme Valéria FALASCHI**, Cheffe de mission à OIM- Sénégal, de **Mme Ndiro NDIAYE**, Présidente de l'Alliance pour le leadership et la migration, de **M. Stéphane DARMAS**, Directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration. Pour camper le débat, **Mme Valéria FALASCHI**, Cheffe de mission à OIM- Sénégal a décrit trois dimensions relevées chez les migrants de retour : social, psychologique et économique.

Et, a-t-elle relevé, après des années recherches, la remarque est que l'aspect psycho social revient toujours comme un défi quand il s'agit

de la réinsertion des migrants. Dans ces interventions, l'OIM promeut, entre autres, la création de petites activités génératrices de revenus pour les migrants en mettant à leur disposition un fonds de roulement et un appui en équipement. Par ailleurs, tenant compte de la possibilité pour des migrants de retour de devenir employés, l'OIM entreprend de les placer, suivant leurs compétences, dans des entreprises. Pour sa part, **M. Stéphane DARMAS**, Directeur de l'Office Français de l'immigration et de l'intégration révèle qu'il y a en France **350 000 ressortissants Sénégalais**.

«Nous disposons d'un établissement public administratif qui accompagne les flux (arrivé et retour) depuis 1984», explique-t-il, précisant que le dispositif pour prendre en charge les personnes qui veulent se réintégrer dans leur pays d'origine remonte à cette date. Ce dispositif d'accompagnement des migrants de retour intègre la recherche d'emploi et l'aide psychologique et psycho-sociales.

Au Sénégal, l'action du gouvernement pour la réinsertion économique et sociale des migrants de retour revêt deux axes, selon le **Commissaire Mamadou Bocar LY**, Secrétaire permanent du CILEC. Il évoque un axe Stratégique où il est question d'une part, d'une structure de coordination et d'impulsion, qui évoque un cadre institutionnelle et, d'autre part, d'une mission d'élaboration de lutte contre la migration irrégulière.

L'axe stratégique est assorti d'un axe opérationnel que les acteurs soumettent au gouvernement pour une validation politique. A son avis, le retour et la réinsertion des

migrants est un axe stratégique qui vise à proposer un meilleur encadrement des migrants de retour par une consécration juridique.

A son tour, Amath DIOP, Responsable Migration et Développement de la Direction générale d'appui aux Sénégalais de l'extérieur (DGASE) du Ministère des affaires étrangères du Sénégal, a rappelé que « **les migrants constituent un pilier fort dans la contribution du pays** ». C'est pourquoi, il est mis en place au niveau de la DGASE deux directions, celle de l'appui à l'investissement des projets et, et une autre en charge de la protection et de l'assistance des Sénégalais de l'extérieur. D'après lui, dans sa stratégie, la DGASE a mis en place des bureaux d'appui et d'orientation dans chaque région pour aider les migrants à avoir des informations sur les dispositions étatiques en matière d'accompagnement pour leurs insertions sociales. Il a fait savoir que la DGASE collabore avec beaucoup de structures nationales et internationales.

Active dans le domaine, **Mme Ndioro NDIAYE**, Présidente de l'Alliance pour le leadership et la migration, est d'avis que « **le Sénégal a fait énormément de progrès sur le suivi du processus de migrations en mettant en place des structures, même si c'est des structures d'une dimension sectorielle, qui proposent des réponses partielles** ». Du reste, a-t-elle souligné, «le processus du retour peut être lié à des aspects volontaires ou involontaires tant dans le but mais aussi dans la préparation car souvent liés à des problèmes institutionnels, de stratégies économiques, politiques et sociales qui peuvent constituer des obstacles vis-à-vis du processus de retour des migrants».



ÉTUDIANTS SÉNÉGALAIS A L'ÉTRANGER

« L'Etat tient aussi au retour des compétences »



Prenait part au panel sur le thème «**défis et opportunités de la mobilité professionnelle à l'international**», le 24 mai 2023, le Directeur du Service de gestion des étudiants sénégalais à l'étranger, basé à Paris, a informé qu'en moyenne 1500 bourses sont octroyées aux étudiants par an.

Selon **Émile Bakhom**, une enveloppe de **8 milliards de FCfa** est dégagée pour payer les étudiants. «**La formation n'a pas de prix et l'Etat mobilise beaucoup de moyens pour accompagner les jeunes à réussir leurs projets d'études à l'étranger**», a-t-il expliqué. Rattaché à l'ambassade du Sénégal à Paris,

le Service de gestion des étudiants sénégalais à l'étranger, qui dépend du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, couvre les étudiants sénégalais établis et en France (au nombre de 17.000) et dans une quarantaine de pays qui bénéficient d'une allocation du gouvernement du Sénégal ou d'une bourse de coopération.

«**Au-delà des bourses, on accompagne les étudiants basés en France dans le cadre de la recherche du logement, qui est une denrée rare. Ils nous sollicitent par rapport à leurs titres de séjour**», a fait savoir **M. Bakhom**. «Aujourd'hui dans le cadre de l'attribution



des bourses, nous avons une orientation qui consiste à inciter les étudiants à s'orienter vers les filières scientifiques où le Sénégal a besoin de ressources humaines de qualité», a-t-il indiqué.

D'après **M. Bakhom**, les perspectives sont nombreuses. Il s'agit de nouer des conventions avec des entreprises qui gagnent des marchés au Sénégal pour permettre aux étudiants de pouvoir bénéficier, à la fin de leur formation, d'un stage ou d'un emploi. A son avis, c'est une difficulté et les étudiants sollicitent le service de gestion pour avoir un stage qui leur permettrait de valider leur diplôme. Il s'y ajoute

l'insertion : **«On les accompagne à se former et à revenir. C'est pour cela que dans le package de la bourse, il est prévu un billet retour qui prend en charge non seulement le billet d'avion, les frais de bagage et les frais de mémoire. Tout étudiant qui bénéficie d'une bourse a droit à un billet retour. On peut les accompagner à partir mais on tient aussi au retour des compétences.**

C'est important pour l'Etat», a laissé entendre le Directeur du Service de gestion des étudiants sénégalais à l'étranger.





CONVAINCRE UN INVESTISSEUR EN UN TEMPS RECORD (PITCH)

Bilaye Faye, spécialiste de l'actuariat et risque financier : « Je demande aux jeunes de participer à des salons pareils »

« L'idée c'est d'échanger avec des jeunes potentiellement entrepreneurs, histoire de leur faire profiter de mon parcours et les accompagner dans les recherches d'investissements.

On peut pitcher de deux manières : soit de façon rapide ou un peu plus longuement pour une demande de levée de Fonds. Donc comment structurer un discours et la proposition de valeur du projet avec des besoins en capitaux du projet. On est dans une économie où il y a

de plus en plus d'investisseurs qui sont prêts à injecter des capitaux assez conséquents dans les Start-ups. Il faut avoir une capacité à convaincre un investisseur à travers un pitch pour pouvoir accéder à cette offre de financement sur le marché.

Je demande aux jeunes de croire en eux, de mettre toutes les chances de leur côté et de participer à des salons pareils pour développer un réseau et saisir des opportunités ».

DIGITALISATION DE LA CHAÎNE DE VALEUR AGRICOLE

Nawa FOFANA, Étudiante : « On a promis de nous contacter et nous offrir des opportunités »
« Quand je suis arrivée, on nous a proposé

un questionnaire et chacun devait répondre sur plusieurs questions qui tournent autour de l'agriculture du futur. La première question était de définir cette agriculture du futur, la deuxième était de donner quatre mots pour la définir, la troisième question était de trouver la chose indispensable à cette agriculture et la dernière était de dire dans combien d'années on y voit le Sénégal. Tout doit être fait dans une petite fiche où nous mettons nos noms et adresses email. Ils ont promis de nous contacter en retour pour nous offrir des opportunités. Ils ont également informé qu'ils ont un site à partir duquel nous pouvons avoir toutes les informations nécessaires. Je trouve que la fondation MasterCard est très ouverte et qu'elle a proposé de nous donner l'idée d'une éventuelle reconversion».

DEFINIR MON PROJET DE MOBILITE PROFESSIONNELLE POUR LE CANADA

Adama Seck, Cuisinière : « Ce que j'ai appris sur le travail au Canada »

« J'ai appris dans cette master class que

travailler au Canada est plus facile que d'aller faire des études là-bas. La dame qui faisait la présentation a bien expliqué le processus à travers le Guichet emploi où il y a beaucoup d'annonces d'emploi. Nous avons passé toute notre jeunesse à étudier, à un certain moment, il faut arrêter pour trouver un emploi afin de fonder une famille demain. Mais, il faut reconnaître qu'il est très difficile de trouver un emploi au Sénégal même avec des qualifications requises. »

Cheikh Thioune, Étudiant : « J'ai retenu qu'il y a deux types d'immigration au Canada : des bourses d'études pour les étudiants et des visas de travail. Ce qui a été dit, ici, nous a permis d'identifier les sites authentiques du gouvernement Canadien et d'avoir beaucoup plus d'informations pour une immigration légale mais aussi éviter les arnaques. Je trouve très intéressant, d'autant plus beaucoup de gens n'ont pas des informations que nous venons de découvrir à ce panel. En tout cas nous sommes satisfaits.



PROFIL - TALLA DIOP

Entrepreneur ambitieux à la recherche de déclic



Jeune et ambitieux, **Talla DIOP**, 32 ans, rêve de concrétiser son projet : ouvrir un centre d'appels à Thiès. Son voyage au Maroc pour poursuivre ses études a fait naître un projet. Ayant travaillé pendant quatre années au royaume chérifien, dans un centre d'appel, il a eu l'idée de reproduire cette initiative chez lui, l'expérience acquise en bandoulière.

« En fin 2018, j'étais au Maroc pour poursuivre mes études et trouver un travail qui pourrait assurer le paiement de mes frais de scolarité. C'est ainsi que j'ai acquis l'expérience de quatre ans avec les centres d'appels », explique **Talla DIOP** qui demeure convaincu que ce filon pourrait contribuer à résoudre le problème de l'emploi des jeunes au Sénégal.



« Au Maroc, le secteur des centres d'appels reste le premier recruteur du marché de l'emploi. La majorité des jeunes qui décrochent fraîchement leurs diplômes se tournent vers les centres d'appel pour leur premier emploi, avant de travailler plus tard dans leur spécialité.

Au Sénégal, on peut s'inspirer de cet exemple », préconise le jeune entrepreneur. **Selon lui, un centre d'appel moyen peut créer jusqu'à 100 emplois.** « C'est déjà bon pour démarrer », assure-t-il. Au Sénégal, près **de 300.000 jeunes arrivent** chaque année sur le marché de l'emploi et forcément, estime **Talla DIOP**, ils ne vont pas tous travailler dans leurs domaines de formation, au regard des exigences requises et des caractéristiques de recrutement.

« Les centres d'appels pourraient absorber ces jeunes avant qu'ils puissent obtenir du travail dans leurs domaines respectifs », fait savoir le bonhomme qui a de l'ambition à revendre. Après son baccalauréat décroché en 2012, le jeune **Talla DIOP** poursuit ses études en informatique

de gestion puis en finances et comptabilité couronnées d'une Licence 3. Il a, par la suite, travaillé comme manutentionnaire dans une société agroalimentaire à Dakar. Il a ensuite fait un certificat d'opérateur topographe au Centre des travaux publics de Diamniadio, avant de s'envoler, deux ans plus tard, pour le Maroc où il a décroché un Bachelor en management et gestion des Pme.

Outre la télévente, son projet de centre d'appels va proposer le service-client, l'assistance technique, la facturation. Sa conviction est que son projet pourrait prospérer à Thiès qui ne dispose, à l'en croire, que d'un seul centre d'appel mis en place par une multinationale marocaine. Cependant, la concrétisation de son rêve nécessite un financement de **10 millions de francs CFA pour démarrer avec dix personnes.** Et il est venu dans ce salon à la recherche du déclic, de perspectives qui pourraient enfin permettre à son projet de prendre vie.



ESPACE ORIENTATION MÉTIERS

Un important dispositif d'accompagnement des jeunes



Tirer le maximum d'opportunités du Salon Jeunesse, Emploi, Mobilité. Tel est le leitmotiv des jeunes rongés par le stress de l'insertion. Depuis le lancement du Salon, le lundi 22 mai 2023, au Grand théâtre de Dakar, c'est une valse incessante de jeunes entre les différents exposants pour recueillir le maximum d'informations à même de faciliter leur insertion. Des centaines de jeunes ont afflué, par exemple, à l'«**espace accueil orientations métiers**» où plusieurs structures ont pris leurs quartiers pour les informer, les conseiller et les orienter.

Le stand de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) est très sollicité. Pour **Limo Gémis DOSSOUGNIN**, responsable

de projet à l'AUF et coordonnateur du centre d'employabilité francophone de l'agence, ce Salon vient à point nommé. Il permet à sa structure de s'ouvrir au monde étudiantin, qui est sa première cible. « On oriente et développe les compétences, renforce certaines capacités des étudiants en matière d'entrepreneuriat, parce que l'une des alternatives aujourd'hui pour régler cette problématique de l'insertion chez les étudiants, c'est l'entrepreneuriat.

Et l'AUF, depuis sa nouvelle stratégie 2021-2025, a fait de l'entrepreneuriat un levier potentiel pour appuyer nos pays partenaires », assure-t-il. Ainsi, un étudiant qui veut être orienté ou inséré dans le monde socio-

économique par l'AUF, doit se rapprocher d'un des quatre pôles dont dispose l'agence dans ses centres. « Nous les conseillons, les accompagnons en leur donnant des compétences et certaines capacités pour aller affronter le monde de l'emploi, de l'insertion professionnelle. Dans le même temps, nous les accompagnons également à développer leur intention entrepreneuriale, à avoir des idées de création d'entreprise et à essayer de penser beaucoup à être plus employeur qu'employé », relève-t-il.

Depuis l'ouverture du Salon, plus d'une centaine d'étudiants ont défilé au stand de l'AUF pour découvrir ses offres, et ils ont apprécié le caractère social de ses activités de formation qui sont gratuites. « Elles ne sont pas payantes. Il suffit juste aux étudiants de se rapprocher de notre direction régionale au niveau de la Corniche (Ouest de Dakar), suivre nos activités et ils seront les meilleurs », assure **M. DOSSOUGNIN**. Avec l'AUF, souligne-t-il, les étudiants ont au moins 70% de chance d'être insérés sur le plan professionnel ou de réussir l'entrepreneuriat.

Parce que, indique-t-il, les coaches et partenaires de l'agence qui animent les sessions, les ateliers et travaillent sur les profils métiers avec les étudiants, sont reconnus sur le plan mondial ; ils sont des experts et des consultants dans de grosses entreprises ».

Pour **El Hadji Bilal FAYE**, agent à l'Office national de formation professionnelle (**ONFP**) en qualité d'ingénieur informaticien, ce Salon permet aux jeunes de s'inscrire dans une perspective d'insertion et de renforcement de capacités. Sa structure propose une panoplie

de formations pour les gens qui sont dans les secteurs formel et informel. Pendant ces trois jours, l'ONFP a reçu des centaines de jeunes à la recherche de perspectives, d'autres qui n'ont pas de spécialités ou qui ont une spécialité et qui veulent un renforcement de capacités. **M. FAYE** et ses collègues ont pu cerner leurs besoins, avant de les orienter. « Sur plus de deux cent demandes de formation, les trois quarts concernent des demandes de formation en sécurité routière, des gens qui veulent avoir un permis de conduire », précise-t-il.

Accompagnement, coaching, assistance technique, financements...L'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (**ADEPME**) a reçu un ballet d'étudiants à la quête d'orientation. «**Depuis hier, nous recevons des jeunes qui ont des idées de projets ou qui sont déjà en activité. Au-delà des conseils que nous leur apportons, nous leur demandons d'effectuer une demande formelle à travers nos plateformes pour bénéficier plus tard de nos services**», explique Souleymane AMAR, chargé de programmes à l'**ADEPME**. Pour l'accès au financement, fait-il remarquer, l'**ADEPME** organise des concours de meilleurs business plan.

« Les lauréats sont accompagnés en termes de financement. Mais avant le financement, nous conseillons souvent aux jeunes de se renforcer, d'avoir une certaine assise. L'entrepreneur a besoin d'être renforcé techniquement, sur le plan de la gestion. C'est cela qui lui permettra d'avoir une certaine assise pour pouvoir, plus tard, prétendre à des financements », informe **M. AMAR**.

ESPACE JOB DATING



Mme Patience LaPolice, DRH de « Casamançaise»

«NOUS SOMMES AUSSI VENUS AVEC DES OFFRES D'EMPLOIS»

«Nous avons accompagné l'organisation du Salon par la mise à la disposition d'eau. Mais nous sommes présents en tant qu'entreprise pour apporter notre expertise de spécialiste du Ressources humaines, en collaboration avec l'Association sénégalaise des professionnels des RH, pour accompagner les jeunes dans la préparation des entretiens et l'élaboration des CV et apporter des conseils. Nous sommes aussi venus avec des offres d'emplois. Nous avons travaillé avec l'**ANPEJ pour faire de la collecte des CV** et les emplois que nous avons pourvus. Nous avons rencontré des jeunes qui ont bénéficié de nos conseils pour postuler. La demande d'emploi est là, c'est des jeunes de tous âges qui ont besoin d'être accompagnés».

Hawa Ba, Étudiante : «Je suis là depuis le début du Salon à la recherche d'un emploi. J'ai eu écho de ce salon à l'école, je me suis dit qu'il y aurait des opportunités à saisir. Effectivement, j'ai eu à faire des entretiens et à déposer mon CV. »

Ramata Diallo, Etudiante : « Je suis à la recherche d'emploi. C'est via Tik Tok que j'ai eu l'information qu'il y a un salon sur Jeunesse, Emploi et Mobilité. Je me suis dit pourquoi ne pas aller tenter ma chance. On a trouvé beaucoup d'entreprises qui sont prêtes à nous donner la chance. »

Moussa Dione, Etudiant : « Je suis venu chercher un emploi. J'ai postulé dans plusieurs entreprises avant de venir ici. J'espère avoir l'opportunité dans ce cadre d'échange parce qu'il n'y a pas mal d'entreprises. J'ai déposé mon CV dans quatre entreprises, d'autres m'ont donné leurs mails donc, je vais faire les dépôts en ligne. »



NOS PARTENAIRES



MINISTÈRE DU
PÉTROLE ET
DES ENERGIES





ACT
Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes

Salon JEUNESSE Emploi Mobilité

